

Préoccupations de Civitas Maxima concernant la situation des droits civils et politiques en Côte d'Ivoire

—

Comité des droits de l'homme Etablissement de la liste de points à traiter pour la Côte d'Ivoire

Violences post-électorales à l'ouest de la Côte d'Ivoire :

Les violences post-électorales de 2011 ont fait de nombreuses victimes sur l'ensemble du territoire de la Côte d'Ivoire. Dans l'ouest du pays, les affrontements armés entre les forces Pro-Ouattara et les Forces Pro-Gbagbo ont commencé le 25 Février autour de la ville de Zouan-Hounien¹. Le 10 mars 2011, le Commandant Fofana Losséni est reconnu par Guillaume Soro comme le chef des forces républicaines pour la pacification de l'ouest avec pour mandat de protéger la population au nom du gouvernement de Ouattara². Le 17 mars 2011, le décret établissant les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) comme forces armées officielles du pays est signé par Alassane Ouattara. Le 29 mars 2011, après un mois de combat intense, les FRCI prennent le contrôle de l'ouest de la Côte d'Ivoire³.

Durant les combats, les forces pro-Ouattara ont ciblé de manière systématique les civils perçus comme étant favorable à Laurent Gbagbo. Des centaines d'hommes, mais aussi de femmes, enfants et personnes âgées ont été tués et des dizaines de femmes violées à cause de leur affiliation supposée avec Laurent Gbagbo⁴.

Après la chute de Bloléquin, la population Guéré de la région, perçue comme associée avec Laurent Gbagbo, est devenue la cible d'attaques par les forces pro-Ouattara. Des centaines de personnes ont été attaquées à cause de leur origine ethnique et/ou affiliation politique. Pour se protéger et attendre le retour au calme, les habitants des villages se sont réfugiés dans les campements proches de la frontière avec le Libéria. Malgré l'arrestation de Laurent Gbagbo en avril 2011 et l'investiture d'Alasanne Ouattara en mai 2011, les FRCI ont continué la

¹ Rapport de Human Rights Watch, "They killed them like it was nothing : The need for justice for Cote d'Ivoire's post-election Crimes" page 75.

² Rahoul Sainfort, "Toulepleu, Zouan Hounien, Bin Houyé - Soro dans les ruines de la région Ouest," Le Patriote, 23 mars 2011.

³ Rapport de Human Rights Watch, "They killed them like it was nothing : The need for justice for Cote d'Ivoire's post-election Crimes" page 75.

⁴ Ibid.

chasse aux guérés/pro-Gbagbo et ont attaqué les nombreux campements qui s'étendent entre Bloléquin et le Cavally⁵.

Entre mars et mai 2011, les campements de Fonokro, Tchimikro, Welebo II, N'guessankro, Guézon, Goloubly, Oulaiblaibly, Kotoukou, Anokro et Dedjean⁶ ont été la cible d'attaques indiscriminées par les forces pro-Ouattara. Ces forces armées se sont déplacées de campement en campement de manière organisée, ouvrant le feu sur la population civile non-armée et la poussant vers la frontière avec le Liberia⁷.

Zone du Froid :

Fin mars 2011, les Forces pro-Ouattara ont pris le village de Diboké et dans les semaines qui ont suivies, elles ont poursuivi les civils réfugiés dans les campements susmentionnés. Les forces pro-Ouattara étaient assistées par des locaux pour identifier les emplacements des campements de la zone dite du « Froid ». Les forces armées se sont déplacées sur l'axe Diboké-Dedjean attaquant de façon systématique les civils non-armés qui se trouvaient dans les campements ou qui étaient réfugiés en brousse. Des attaques ont eu lieu à Fonokro, Tchimikro, Welebo II, N'Guessankro, Guézon et Anokro. Les forces armées ouvraient le feu sur les civils dès leur entrée dans les campements et les poursuivaient en brousse ou dans les campements suivants.

Le point culminant des attaques a eu lieu le 22 mai 2011 à Dedjean, le dernier campement avant la frontière avec le Libéria. Ce jour là les forces pro-Ouattara ont encerclé le campement de Dedjean où de nombreux civils étaient réfugiés et ont commencé à tirer avec des roquettes et des armes automatiques. Les déplacés réfugiés à Dedjean se sont enfuis en brousse et ont été poursuivis jusqu'au bord du Cavally. Lors de l'attaque, les civils qui n'ont pu s'enfuir ont été tués. De nombreuses personnes prises de panique se sont jetées dans le Cavally et se sont noyées. Plusieurs femmes ont été attrapées par les forces pro-Ouattara, violées par plusieurs hommes et ensuite assassinées. Parmi les victimes de Dedjean se trouvait une femme handicapée originaire de Keibly⁸.

Autres zones :

Il semblerait que le même *modus operandi* ait été utilisé par des forces pro-Ouattara lors des attaques des campements de l'axe Bloléquin-Kotoukou et Tuambly –Zouai.

Contexte:

Ces attaques ont eu lieu alors que les principaux combats entre les forces pro-Gbagbo et pro-Ouattara avaient déjà cessé. La région était sous le contrôle des FRCI et les forces pro-Gbagbo avaient quitté l'ouest du pays. Un grand nombre de ces attaques ont eu lieu après

⁵ Les informations supportant ces allégations proviennent de nombreux témoignages recueillis par Civitas Maxima lors de ses enquêtes menées en 2012, 2013 et 2014.

⁶ Liste non-exhaustive.

⁷ Les informations supportant ces allégations proviennent de nombreux témoignages recueillis par Civitas Maxima lors de ses enquêtes en 2012, 2013 et 2014.

⁸ Ibid. Et : Rukmini Callimachi, Associated Press, "War over but massacres continue in Ivory Coast," 23 Juillet 2011: <http://www.huffingtonpost.com/huff-wires/20110723/af-ivory-coast-a-massacre-in-peacetime/>.

l'arrestation de Laurent Gbagbo et l'une des attaques majeures a eu lieu après l'investiture d'Alassane Ouattara⁹.

En 2011, le Capitaine des FRCI à Bloléquin, Eddie Meddi, a reconnu avoir envoyé 25 de ses hommes au bord du Cavally le 22 mai 2011 mais il n'a pas reconnu le fait que les victimes des attaques étaient principalement des civils¹⁰.

3 ans après les attaques sur ces nombreux campements, aucune enquête n'a été diligentée, aucun responsable des crimes commis n'a été arrêté ou identifié par la Justice ivoirienne.

Article 6: Droit à la vie – Article 7: Interdiction de la Torture

Lors des attaques des campements de la région de Bloléquin des atteintes sérieuses au droit à la vie ont été systématiquement commises. De même, plusieurs cas de viols ont été recensés. Ces cas d'exécutions sommaires et actes de torture ont été perpétrés par les forces pro-Ouattara.

Une enquête concernant les crimes commis dans les campements des Canton de Boo, Néao et Zérahon par les forces pro-Ouattara a-t-elle été ouverte par le gouvernement ivoirien ? Si non pourquoi ? Quand est-ce que le gouvernement ivoirien va-t-il ouvrir des enquêtes sur ces crimes ?

Le Capitaine Eddie Meddi a-t-il été entendu par la Justice ivoirienne sur l'attaque de Dedjean et les attaques des autres campements de la région de Bloléquin ? Si non pourquoi ? Quand va-t-il être entendu sur ces attaques ?

Le gouvernement ivoirien peut-il nous informer sur le système de réparation mis en place pour les victimes des crimes commis par les forces pro-Ouattara ?

Le gouvernement Ivoirien peut-il nous informer sur les mesures mises en place pour assurer l'impartialité et l'indépendance du système judiciaire ivoirien ?

Article 12: Liberté de circulation

La crise post-électorale a provoqué un afflux massif de déplacés internes vers des zones considérées comme plus sécurisées et des réfugiés ont rejoint les pays limitrophes comme le Ghana ou le Libéria. Des milliers de réfugiés sont encore présents dans ces pays. En 2012, la Commission Nationale d'Enquête a enregistré 1 822 cas de déplacement forcé de la population¹¹.

Dans la région de Bloléquin, les Guérés ont été chassés des villages par les attaques et poursuivis de campement en campement jusqu'à la frontière avec le Libéria. Les maisons des personnes identifiées comme étant Guérés / pro-Gbagbo ont été brûlées et leur biens détruits ou pillés. Ces attaques ont conduit au déplacement forcé de milliers de Guérés au

⁹ Les informations supportant ces allégations proviennent de nombreux témoignages recueillis par Civitas Maxima lors de ses enquêtes en 2012, 2013 et 2014.

¹⁰ Rukmini Callimachi, Associated Press, "War over but massacres continue in Ivory Coast," 23 Juillet 2011: <http://www.huffingtonpost.com/huff-wires/20110723/af-ivory-coast-a-massacre-in-peace-time/>.

¹¹ Rapport de la Commission Nationale d'Enquête p. 18.

Libéria. Par la suite et dans de nombreux cas, les terres des Guérés déplacés ou réfugiés ont été revendues sans leur consentement ou attribuées à des supporters d' Alassane Ouattara¹².

Quelles mesures ont été prises par le gouvernement ivoirien pour régler les problèmes fonciers et réguler le droit de propriété dans l'ouest de la Côte d'Ivoire ?

Le gouvernement Ivoirien peut-il nous informer sur le système de réparation mis en place pour les victimes dont les biens ont été détruits ?

Quelles mesures concrètes ont été prises par le gouvernement ivoirien pour permettre/ faciliter le retour des réfugiés et des déplacés dans la région de Bloléquin?

¹² Les informations supportant ces allégations proviennent de nombreux témoignages recueillis par Civitas Maxima lors de ses enquêtes en 2012, 2013 et 2014.